

Équateur : du pétrole pour atteindre le « *buen vivir* » ?

Bernard Duterme¹
15 septembre 2014

Deux grandes controverses ont dominé les débats en matière d'exploitation pétrolière ces derniers mois et années en Equateur. Cela, au cœur donc d'un de ces pays d'Amérique latine qui comptent à la fois sur une forte population indigène ou d'ascendance indigène et sur de vastes régions naturelles à haute biodiversité.

La première de ces controverses concerne l'ambitieuse et originale « initiative Yasuní », « l'icône des alternatives mondiales à l'extractivisme » selon la formule de l'analyste Eduardo Gudynas². Désormais abandonnée, cette initiative visait à laisser sous terre une partie non négligeable des réserves pétrolières du pays. La seconde de ces controverses, plus ancienne mais de nouveau dans l'actualité, porte sur la condamnation et la réparation de l'impact social et environnemental d'un quart de siècle de forage et de pompage en Amazonie équatorienne par le géant états-unien Chevron-Exxon.

Pour comprendre les tenants et aboutissants de ces deux controverses, une brève mise en contexte préalable s'impose. Une mise en contexte qui renseigne d'une part sur la situation, le « rang » et le potentiel pétroliers de l'Equateur ; d'autre part, sur les processus sociopolitiques à l'œuvre dans ce pays depuis l'élection à la présidence de la République (en 2006 et réélections en 2009 et 2013) du leader de « la révolution citoyenne », Rafael Correa.

Préalables : richesses pétrolières et « révolution citoyenne »

Loin derrière les trois grands producteurs latino-américains de pétrole (le Mexique, le Venezuela et le Brésil, respectivement 8^e, 12^e et 13^e mondial), l'Équateur (30^e mondial) peut être considéré comme un pays « producteur moyen » (0,7% de la production mondiale en 2013), avec environ 500 000 barils/jour (près de 3 millions de barils/jour pour le Mexique). En revanche, en matière de « réserves prouvées », l'Équateur, malgré l'étroitesse relative de son territoire (280 000 km², c'est-à-dire 1/7^e du Mexique et 1/30^e du Brésil...), apparaît dans le top 20 mondial (18^e) et fait donc l'objet de bien des convoitises.

¹Sociologue, directeur du CETRI.

² E. Gudynas, « Chau Yasuní: en Ecuador se derrumba el ícono de las alternativas al extractivismo », Centro Latino Americano de Ecología Social – CLAES, 12 mai 2014.

A la manœuvre, dans ce contexte favorable économiquement, le président Correa, élu et réélu à la tête de l'Équateur depuis bientôt dix ans. A la manœuvre d'abord dans la refondation complète de la Constitution équatorienne. Le nouveau texte, concocté par une Assemblée constituante et plébiscité par la population en 2008, est désormais considéré comme l'une des Constitutions les plus progressistes et révolutionnaires du continent. Elle vise ni plus ni moins un modèle alternatif de développement, si pas un modèle alternatif « au » développement ! Fondée sur l'idée du « *buen vivir* » (ou « *sumak kawsay* » en langue indigène quechua, « vivre bien »), elle fait de l'économie un outil de réciprocité et de solidarité, de la société un vecteur d'« interculturalité » et de « plurinationalité », de la nature un être vivant, objet et sujet d'attention et de « droits », et de la politique un exercice de démocratie participative et de contrôle citoyen de l'Etat.³

Mais le président Rafael Correa est aussi à la manœuvre, à plus court terme, dans une politique volontariste de création et de redistribution des richesses, qui tend objectivement hélas à entrer en contradiction avec l'esprit de sa nouvelle Constitution et l'utopie du « *buen vivir* ». Une politique volontariste de gauche qui contribue de fait au renforcement du rôle de l'État dans la réduction de la pauvreté et la récupération en souveraineté nationale, mais une politique - qualifiée un peu vite de « postnéolibérale » - qui consolide aussi le caractère « extractiviste » (pétrole, cuivre, or, molybdène, argent...) de l'économie, le modèle agro-industriel et le rôle du capitalisme – d'État ou pas – dans la modernisation et le développement « productiviste » de l'Équateur.

La controverse de l'« initiative Yasuní »

Ce paradoxe d'un pays qui, d'un côté, planifie sa propre transition vers la société du « *buen vivir* » et qui, de l'autre, booste l'exploitation et l'exportation de ses ressources naturelles pour financer l'éducation, la santé et la lutte contre la pauvreté, se trouve particulièrement bien illustré par la controverse de l'« initiative Yasuní » et... son destin fatal.

Pour rappel, en 2007, le gouvernement socialiste équatorien et son président Correa nouvellement élus proposaient officiellement de laisser sous terre le pétrole du sud du parc national Yasuní (20% des réserves du pays), si la « communauté internationale », mobilisée alors sur l'agenda climatique, versait à l'Équateur, en compensation, la moitié des recettes de l'exploitation, estimées à plus de 7 milliards de dollars sur treize ans. Août 2013, six ans plus tard, les montants promis ou engagés n'atteignant pas même 10% des 3,6 milliards attendus, Rafael Correa jette l'éponge et ouvre la zone préservée (« *hotspot* » de biodiversité) aux forages et à l'extraction.

³. Lire notamment: B. de Sousa Santos, « ¿La Revolución ciudadana tiene quien la defienda? », www.cetri.be, 14 mai 2014.

Du côté gouvernemental, on justifie : notre offre aurait pu éviter à l'humanité le rejet dans l'atmosphère de quelque 400 millions de tonnes de CO² (le volume estimé des émissions produites par la combustion du pétrole à extraire). Mais les pays développés, pourtant premiers responsables des changements climatiques, n'ont pas voulu consentir cet effort financier, rembourser leur « dette écologique ». Or, nous avons impérativement besoin de cet argent pour alimenter nos politiques sociales et éradiquer la pauvreté. Nous allons donc vendre ce pétrole. Les dommages collatéraux additionnels de cette nouvelle zone d'extraction seront minimes⁴.

A l'inverse, du côté des mouvements indigènes et des initiateurs mêmes de l'initiative Yasuní, on dénonce : en recourant aux mécanismes du « capitalisme vert » pour vendre le projet sur le marché international des « services environnementaux » et des « émissions évitées »⁵, le président Correa avait déjà altéré l'initiative originale (qui ne visait pas nécessairement une « compensation » financière). Mais en la mettant à mort en 2013, il trahit l'esprit de la nouvelle Constitution, les intérêts des peuples amazoniens, les « *droits de la nature* », le moratoire à l'expansion de la frontière pétrolière et la volonté initiale de transformation de la structure économique du pays⁶...

Qui plus est, en invalidant en mai 2014 la démarche du collectif « Yasunidos » (qui avait pourtant récolté les signatures de plus de 5% des Équatoriens pour contraindre légalement le gouvernement à organiser un referendum national sur le sort de l'initiative Yasuní), les autorités équatoriennes dévoilent au grand jour leur défiance à l'égard de l'avis de leurs propres citoyens sur cette question, et ce d'autant plus nerveusement que « *les revenus attendus de l'exploitation dépendent d'investissements déjà en cours dont le financement par des pays étrangers (Chine) sont garantis par l'exploitation pétrolière elle-même* »⁷.

La controverse Chevron-Exxon

L'annulation du projet Yasuní par le gouvernement Correa fait en outre peu de cas, symboliquement, de la condamnation en cassation en novembre 2013 du géant états-unien Chevron-Exxon (à verser 9,5 milliards de dollars) pour pollutions massives et dommages sanitaires profonds causés en Équateur en 25 ans d'exploitation. Certes « les méthodes d'extraction ont évolué » insiste-t-on du côté gouvernemental (comprenez : « les dégâts de l'exploitation à venir seront nettement moindres que ceux de l'exploitation passée »), mais,

⁴. Lire notamment : T. Granizo, « Sobre el Yasuní », www.movimientoalianzapais.com.ec, 22 août 2013.

⁵. CETRI, *Économie verte : marchandiser la planète pour la sauver ?*, 2013.

⁶. Lire notamment : P. Ospina, « Carta abierta a un amigo sobre el Yasuní », www.lalineadefuego.info, 27 août 2013.

⁷. B. de Sousa Santos, « ¿La Revolución ciudadana tiene quien la defienda? », www.cetri.be, 14 mai 2014.

d'avis d'experts, les impacts en chaîne liés à l'expansion de l'industrie pétrolière restent hautement problématiques pour l'Amazonie et ses populations.

Peu importe. Sur le dossier Chevron-Texaco, les autorités nationales de Quito campent bien du côté des 30 000 plaignants indigènes équatoriens, regroupés au sein du Front de défense de l'Amazonie, victimes de ce que le président Correa qualifie lui-même d'un des « *pires désastres environnementaux de la planète* ». A savoir, la contamination par Chevron-Texaco des sols et des eaux sur des centaines de milliers d'hectares, les cas de cancers et de maladies dus à ces pollutions et les pertes irréversibles en biodiversité.

A ce jour, Chevron-Texaco refuse résolument de payer l'amende que lui inflige la plus haute instance judiciaire d'Équateur (la Cour nationale de justice) et s'active auprès de la justice états-unienne et devant la Cour permanente d'arbitrage à La Haye, non seulement pour invalider le processus pour vices de procédure, mais aussi pour reporter la responsabilité des dégâts environnementaux sur Petroecuador, la compagnie d'État équatorienne, avec laquelle Texaco était associé jadis. Le président Rafael Correa a, lui, récemment lancé une campagne internationale de boycottage des produits de Chevron. Et les plaignants indigènes cherchent à obtenir la saisie des actifs de l'entreprise pétrolière états-unienne – qui a quitté l'Équateur depuis les années 1990 – devant les tribunaux argentins, brésiliens et canadiens, dans des pays où elle opère toujours⁸.

Deux visions opposées du développement ?

On le voit, l'exploitation du pétrole en Équateur, ainsi que celle des sols et des sous-sols en général, continue à diviser. En contradiction avec l'esprit de la nouvelle Constitution, le modèle de développement suivi actuellement tend *de facto* à consolider la structure primaire et dépendante de l'économie nationale, par les voies de l'« extractivisme » et de l'agroexportation⁹. Parallèlement, les tensions internes évoquées illustrent le clivage qui oppose ces dernières années gouvernements progressistes et mouvements indigènes en Amérique latine : d'un côté, les tenants d'une perspective « néodéveloppementaliste », à des fins nationales, sociales et redistributives ; de l'autre, les défenseurs d'un agenda plus écologique et participatif, à des fins d'autonomie locale et de souveraineté territoriale¹⁰.

⁸. A.J. Preiss, « New York Justice Sputters in the Ecuadorian Oilfields », www.coha.org, 13 mai 2014.

⁹. CETRI, *Emprise et empreinte de l'agrobusiness*, 2012 et *Industries minières : extraire à tout prix ?*, 2013.

¹⁰. CETRI, *État des résistances en Amérique latine*, 2011.

Gagnants et perdants de l'exploitation pétrolière en Équateur

Trois questions à François Houtart

Propos recueillis par B.Duterme

François Houtart, vous êtes depuis de nombreuses années un témoin de premier plan des dynamiques sociopolitiques en Amérique latine et en particulier en Équateur où, entre autres activités de recherche et d'analyse, vous enseignez à l'Institut des Hautes Études Nationales (IAEN, Quito).

- **En quoi la situation de l'Équateur est-elle exemplative des tensions socio-environnementales à l'œuvre en Amérique latine entre populations indigènes et gouvernements progressistes autour de l'exploitation pétrolière et de l'extraction minière ?**

Dans l'ensemble de l'Amérique latine, les politiques d'extraction pétrolière ou minière s'inscrivent dans la logique générale de l'épuisement progressif des matières premières et dans les stratégies des entreprises transnationales d'accélérer leur exploitation, notamment avec de nouvelles technologies permettant d'atteindre des gisements difficilement utilisables précédemment.

En Équateur, les politiques de développement du gouvernement dépendent beaucoup du pétrole et de son prix sur le marché international. Jusqu'en 2011, celui-ci a constamment augmenté. Depuis cette date, il s'est stabilisé, alors que les dépenses de l'Etat continuaient à croître. Dans cette logique, il faut exploiter le pétrole davantage et le plus rapidement possible, car il est arrivé à son pic (moment où la production décroît). En même temps, il faut prévoir l'avenir et donc envisager l'exploitation minière à grande échelle, alors que jusqu'alors, elle avait été artisanale. C'est d'autant plus important que pour couvrir son déficit, l'Etat a dû recourir de nouveau à l'endettement, non seulement auprès de la Chine, qui demande des intérêts élevés (6 à 7%), mais aussi à la Banque mondiale (précédemment expulsée du pays) ou auprès de banques privées (Goldman Sachs).

Les champs de pétrole se trouvent en Amazonie dans les territoires indigènes et les mines dans la région de la cordillère, également en territoire des peuples originaires. D'où leur résistance face aux dommages écologiques et aux menaces pour la santé des populations. L'expérience du passé est terrible : Chevron (anciennement Texaco) a laissé plus de 1000 dépôts de déchets toxiques, qui polluent les rivières et produisent cancers et maladies des poumons et de la peau. Les entreprises actuelles, notamment chinoises et de l'Etat équatorien, sont censées agir de manière plus responsable, mais la revue médicale équatorienne a révélé que dans les zones de production, les maladies précitées sont multipliées par trois ou quatre. Quant aux mines à ciel ouvert, elles causent de profonds

dommages à la biodiversité, exigent une énorme consommation d'eau et la disposition de grands espaces sur les terres indigènes.

→ Qui définit et qui profite de l'exploitation pétrolière aujourd'hui en Équateur ?

C'est évidemment l'Etat qui définit les politiques d'extraction et le gouvernement du président Correa a récupéré un grand pouvoir de décision dans ce domaine. Cependant le secteur n'est pas nationalisé. Les sociétés étrangères, publiques (chinoises), privées (Repsol) ou mixtes (Petrobras), sont les premières à bénéficier de l'exploitation pétrolière et plus tard minière. L'Etat, grâce aux *royalties* accrues et aux impôts, de même qu'à l'entreprise nationale Petroecuador, profite de cette activité et affirme qu'elle est indispensable pour financer les services sociaux, la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté.

La Chine achète quelque 300 000 barrils par jour, sur une production d'un peu plus de 500 000. Cependant, le pétrole équatorien n'arrive pas en Chine. Il est acheté par une entreprise *off shore* qui le revend aux Etats-Unis. Avec le produit de cette vente, la Chine achète du pétrole à l'Iran, où les frais de transport sont plus faibles, vu la distance. Les Chinois financent la construction d'une raffinerie, qui aura besoin d'une production pétrolière importante. La décision d'exploiter le pétrole du parc national de Yasuni (une des biodiversités les plus élevées du monde) a certes été due au manque de contribution du monde développé pour compenser l'Équateur dans sa volonté de ne pas toucher à cette réserve, mais peut-être aussi aux pressions pour alimenter la raffinerie et vendre plus de produits pétroliers.

Des groupes capitalistes nationaux profitent aussi de cette production en tant qu'intermédiaires avec l'étranger, notamment la Chine. Enfin, les communautés locales reçoivent ou recevront une part appréciable des revenus, pour leurs projets de santé, d'éducation, d'infrastructures. Pour cette raison, des élus locaux, même indigènes, appuient les projets gouvernementaux.

→ Qui s'oppose à l'exploitation pétrolière aujourd'hui en Équateur, comment et au nom de quoi ?

L'opposition aux projets d'extraction est diverse. Il y a d'abord les mouvements indigènes, estimant que les dégâts provoqués à l'environnement (la « Terre Mère ») et à la santé des populations locales, mais aussi les obstacles mis à leur accès à la terre et à l'eau et le non-respect de leurs droits constitutionnels, ne sont pas acceptables. Cela contredit l'idée du « Bien Vivre », base de la Constitution. Lors d'une session d'un « tribunal sur les droits de la nature », une femme indienne du Yasuni déclarait : « *On dit que nous sommes pauvres, mais nous ne le sommes pas. Nous avons tout ce dont nous avons besoin, y compris les plantes médicinales pour nous soigner. L'exploitation pétrolière vient détruire tout cela. Et puis ce*

sont les bénéfiques de cette dernière qui devrait servir à lutter contre la pauvreté ».

Les luttes prennent plusieurs dimensions, depuis le barrage des routes aux équipes de prospection ou d'exploitation, jusqu'aux marches à travers le pays. Le code pénal taxe ces résistances de « terrorisme » ou de « rébellion », dans une perspective de criminalisation des luttes sociales.

Les mouvements écologistes sont également actifs, en fonction de la défense de la planète. Suite à la décision d'exploiter le Yasuni, affectant, selon le gouvernement 0,1% de son territoire, mais selon d'autres experts beaucoup plus, un mouvement de jeunes s'est développé, les « Yasunidos ». Ils firent campagne pour un référendum sur le sujet et recueillirent plus de 700 000 signatures, au-delà donc des 580 000 exigées par la loi. Le Conseil national électoral en accepta 300 000, rejetant les autres parce que non conformes aux qualités de papier ou au format requis par les règlements. Un certain nombre le furent aussi parce que répétées ou factices.

Enfin, certains intellectuels et universitaires ont aussi adopté des positions critiques, estimant que le modèle de développement proposé est dangereux à moyen et long terme, technocrate dans son orientation fondamentale et non adapté à la situation du pays. Dans les milieux politiques, une partie de l'opposition de gauche (minoritaire) suit la même ligne et au sein de la majorité gouvernementale, il existe des tendances semblables, mais qui ont difficile à s'exprimer.